

Brésil :

**Il faut barrer la route à Bolsonaro !
Front Unique des organisations ouvrières pour
lui interdire l'accès au pouvoir !**

Cela signifie : vote Haddad, vote pour les candidats du mouvement ouvrier

Bolsonaro candidat de la réaction noire, rallie la bourgeoisie derrière lui

Le résultat du premier tour est clair, il a d'ailleurs été accueilli comme il se doit par la bourse de São Paulo, euphorique. Le score de Bolsonaro, 46 % des exprimés au premier tour, résonne comme une menace immédiate pour le mouvement ouvrier, les libertés démocratiques. Il annonce - si Bolsonaro l'emportait au second tour - les plus brutales attaques contre la classe ouvrière, la jeunesse, les femmes travailleuses, ainsi que contre leurs organisations. Bolsonaro a d'ailleurs annoncé, au soir du premier tour, la fin de l'activisme au Brésil. Dès le soir des résultats, un homme était assassiné à Salvador pour avoir revendiqué son vote pour le PT, ce qui montre qu'il s'agit pour les sbires de Bolsonaro et de l'appareil d'Etat, de terroriser les militants.

Alors qu'il n'est pas parti avec le soutien du capital financier, il a pu s'appuyer sur toute la politique menée depuis plusieurs années par les représentants de la bourgeoisie, appareil d'Etat, partis bourgeois. Il capitalise sur le renversement de Dilma Rousseff, l'interdiction de participer aux élections pour Lula, ce qui lui a ouvert un boulevard, tandis que les candidats du PSDB, du PMDB se sont effondrés. Durant la dernière semaine de campagne, Bolsonaro a reçu le soutien des juges, qui ont mené campagne contre le PT et Lula, de l'armée, qui a menacé d'intervenir par les armes si Lula n'était pas condamné, et dont le général Villas Boas, chef d'Etat major, a laissé entendre qu'il pourrait remettre en question la légitimité du candidat élu... si ce n'était pas Bolsonaro.

C'est appuyé sur l'intervention militaire à Rio, et l'assassinat impuni de Marielle Franco, que Bolsonaro a pu mener sa campagne. Les Eglises évangéliques comme catholiques le soutiennent aussi. Quant aux grands latifundiaires, ils attendent avec impatience le droit de s'armer pour faire régner la terreur encore plus qu'aujourd'hui dans les campagnes, face aux paysans sans terre et aux populations indiennes de l'Amazonie.

Le projet politique de cette candidature cadre avec les besoins fondamentaux de la bourgeoisie brésilienne : pour avoir les mains libres, face au prolétariat, à la jeunesse, il s'agit d'en finir avec les organisations ouvrières, et tout particulièrement avec le PT et la CUT. Le PT, parti créé il y a trente-cinq ans dans la lutte contre la dictature, plonge trop ses racines dans cette histoire, il ne peut être question de lui permettre de revenir au pouvoir, et pour cela il faut par tous les moyens l'en empêcher. Ce que la bourgeoisie veut, c'est un pouvoir fort, qui ne connaisse pas les mêmes problèmes que Temer au moment de faire voter la réforme des retraites : se retrouver sans majorité parlementaire à cause de la fragmentation électorale et du caractère encore trop parlementaire des institutions. C'est pourquoi la volonté de changer la constitution, pour donner des moyens à un régime bonapartiste est au cœur du projet de Bolsonaro et de Hamilton Mourão, son candidat à la vice-présidence, ancien chef de l'armée de réserve.

C'est ce pouvoir fort qui doit permettre à la bourgeoisie brésilienne de mener son offensive contre les travailleurs, qui doit permettre de remettre en cause toutes les mesures sociales, fussent-elles limitées, qui avaient permis de rendre la pauvreté moins insupportable aux masses du Nordeste. Avec Bolsonaro, c'est le déchaînement de haine et le mépris de classe de la petite bourgeoisie brésilienne qui se trouvent cristallisés dans une expression politique. Naturellement, cette tourbe remontée à la surface charrie les odeurs les plus nauséabondes, éloge de la dictature militaire et de la torture, menaces contre le mouvement ouvrier, racisme, machisme, etc...

Le prolétariat cherche à résister

Même de manière limitée et partielle, malgré le taux d'abstention le plus fort depuis 2002, avec 20%, le prolétariat a utilisé le bulletin de vote Haddad-D'Avila pour exprimer son rejet de Bolsonaro et du projet politique qu'il incarne. Le vote Haddad, avec 29 % malgré les chaussetrapes de la campagne organisée contre le PT, illustre cette volonté de résister. De même que les manifestations massives des femmes à une semaine du premier tour illustrent cette aspiration à défaire Bolsonaro.

Le prolétariat, la jeunesse, les femmes sentent bien que ce qui est en jeu c'est les conditions même de leur existence et des combats dans les prochaines années. Ils veulent défendre leurs droits, à commencer par leurs droits démocratiques. Le résultat du premier tour fait apparaître dans sa lumineuse clarté la nature du conflit en cours, la lutte des classes. Dans cette lutte, les armes sont du côté de la bourgeoisie en général. Mais il est possible de renverser ce cours des choses, en ouvrant la perspective de l'unité de classe, du front unique ouvrier.

Cela s'oppose à la politique de conciliation de classe menée par la direction du PT depuis des années. C'est cette politique d'alliance avec la bourgeoisie qui a vu les gouvernements présidés par Lula puis par Dilma Roussef reprendre à leur compte les attaques anti-ouvrières, introniser comme vice-président un Temer qui devait ensuite prendre l'offensive pour expulser Dilma Roussef de la présidence, qui a désarmé le prolétariat, quand, dans le même temps, la petite bourgeoisie déclassée se regroupait derrière Bolsonaro. Maintenir l'alliance, et chercher des soutiens au nom de la "défense de la démocratie" chez ceux qui ont permis le renversement de Dilma Roussef, l'interdiction de la candidature de Lula, dans le « centre-droit », c'est-à-dire dans les partis PMDB et PSDB qui ont fait le lit de Bolsonaro, c'est en réalité le meilleur moyen de favoriser la victoire de ce dernier.

Le front unique ouvrier, l'issue possible

Chercher l'issue c'est au contraire présenter le front de classe du prolétariat, des paysans pauvres, pour s'opposer à Bolsonaro, et notamment prendre en charge la défense des droits démocratiques, déjà fort menacés.

Cela se traduit bien entendu par le vote Haddad au deuxième tour de la présidentielle, et pour les candidats issus de partis ouvriers dans les élections législatives et locales, partout où c'est possible. Mais rassembler les voix sur les candidatures ouvrières, c'est le premier acte du combat pour l'unité de classe, pour que les partis et les syndicats dans l'unité mènent une politique qui permette de battre Bolsonaro et l'offensive de la bourgeoisie brésilienne dans laquelle celui-ci s'est inscrit.

Cela signifie ouvrir la perspective d'un gouvernement des organisations ouvrières unies, dont le programme est la défense des droits démocratiques, droit d'organisation, revendications des libertés fondamentales. Par exemple, la levée immédiate de l'opération militaire à Rio, la poursuite réelle des assassins de Marielle Franco, la libération de Lula immédiate et sans condition. Cela implique de lutter contre les agressions dont sont victimes ceux qui s'opposent à Bolsonaro.

Cela signifie annuler les mesures réactionnaires du gouvernement Temer, sur lesquelles Bolsonaro peut s'appuyer pour aller plus loin, notamment en s'attaquant aux retraites. Cela signifie des augmentations de salaires, défendues par l'échelle mobile des salaires, la diminution du temps de travail pour le partager avec les 13 millions de chômeurs. Cela signifie la reprise en main des entreprises et ressources privatisées, une réforme agraire qui permette l'accès à la terre aux paysans sans terre, une politique du logement qui résorbe la misère urbaine des favelas. Maîtriser et organiser la production en fonction des besoins des masses et non de ceux du capital, telle est la question, et elle se pose à l'échelle du continent, où la crise sévit ; le gouvernement des organisations ouvrières unies doit ouvrir la perspective des Etats-Unis socialistes d'Amérique du Sud.

Une candidature sur ce terrain ouvrirait des possibilités, en remobilisant les abstentionnistes déçus par la politique de conciliation de classe du PT, et permettrait d'inverser la tendance issue du premier tour. La mobilisation des masses peut être le moyen de faire hésiter le front de la bourgeoisie, de l'affaiblir, tout comme la grève du 28 avril 2017, en montrant la puissance du prolétariat, avait fait hésiter les parlementaires à soutenir Temer, et finalement permis de différer le vote sur les retraites, abandonné ensuite. Cette puissance du prolétariat n'a pas disparu, elle doit être mise en œuvre, et c'est la responsabilité de ceux qui parle en son nom, les dirigeants du mouvement ouvrier, partis et syndicats, de le faire en ce moment historique. C'est pour imposer une telle ligne politique qu'il faut s'organiser dans les jours et les semaines qui viennent. Tel sera le combat de CPS Brésil.

Le 8 octobre 2018

